



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KIM SAS**

331 Route des courses BP 60087  
84300 Cavaillon

Références : D-2026-0242  
Code AIOT : 0006403239

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement KIM SAS implanté ZI DISTRIPORT 3 rue Hippolyte Peut 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KIM SAS
- ZI DISTRIPORT 3 rue Hippolyte Peut 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006403239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les entrepôts exploités par KIM SAS sont constitués de 7 cellules disposées côte à côte et

occupées respectivement par :

Cellules 1 et 3 : société TMT : transport logistique

Cellule 2 : société GREILSAMMER : transport logistique

Cellules 4 et 5 : société EUROMEDIS : matériel paramédical

Cellule 6 : société Aubert : matériel de puericulture

Cellule 7 : société SICATEC : matériel de jardinage

La SAS KIM est autorisée à exploiter des entrepôts de stockage par APC du 20 avril 2018. Elle est également soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                           | Référence réglementaire                                                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Situation administrative au titre des ICPE - 1510                           | Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 3  | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510             | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.                              | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 4  | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)           | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1                             | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 5  | Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2                             | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 8  | Détection incendie                                                          | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12                                     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 9  | Moyens de lutte contre l'incendie                                           | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13                                     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                           | Référence réglementaire                             | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Documents administratifs                                    | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 | Sans objet        |
| 6  | Conditions de stockage                                      | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9   | Sans objet        |
| 7  | Interdictions de stockage de certains liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9   | Sans objet        |
| 10 | Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)     | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de site a permis de constater que l'exploitant disposait d'une bonne maîtrise de ses installations. Cependant, les contrôles réalisés ont mis en évidence des anomalies relatives :

- à l'établissement de l'état des stocks,
- à la présence de stockages de produits dangereux (inflammable) en l'absence de dispositions spécifiques,
- à des observations relatives aux moyens incendie (sprinklage, portes coupe feu, et détection incendie).

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des modifications dans l'élaboration de ses états des stocks, et de fournir les éléments permettant de s'assurer d'un retour à la conformité des moyens de sécurité incendie dans les meilleurs délais.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :<br><br>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;<br>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;<br>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; |

- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection un dossier papier contenant les différents documents relatifs à la vie de l'ICPE, notamment l'arrêté préfectoral du complémentaire du 20 avril 2018 régissant désormais le site. Ces éléments sont également disponibles sur support dématérialisé, disponible sur un serveur consultable à distance.

L'exploitant est en mesure de présenter une copie de la demande initiale d'autorisation .

L'exploitant a également transmis le rapport de l'assureur daté du 09/12/2025. Les constats de l'assureur ont notamment permis d'orienter les contrôles de l'inspection, notamment sur la conformité du sprinklage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers

#### Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

#### Constats :

La situation administrative est définie par l'arrêté du 20 avril 2018 dans lequel les rubriques applicables au site sont listées tel qu'indiqué dans le tableau suivant :

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique                           |
|----------|--------|--------------------------------------------------|
| 1510-1   | A      | Stockage de matières ou produits combustibles en |

|        |   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|        |   | <p>produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m<sup>3</sup>.</p> |
| 1532-1 | A | <p>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>.</p>                                                                                                                |
| 2662-1 | A | <p>Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques),</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 40 000 m<sup>3</sup>.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|          |    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|          |    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 2663-1-a | A  | <p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 45 000 m<sup>3</sup>.</p> |
| 2663-2-b | E  | <p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup> , mais inférieur à 80 000 m<sup>3</sup> .</p>          |
| 2925     | D  | <p>Ateliers de charge d'Accumulateurs.</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.</p>                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 2910-A   | NC | Combustion à l'exclusion des installations visées par les                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|        |    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|        |    | <p>rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p>              |
| 4734-2 | NC | <p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2 Pour les réservoirs aériens.</p> |
| 4802-2 | NC | <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe du règlement (UE) n ° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n ° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche</p>                                                                                                                                                                                                                                                           |

qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  
2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir adressé une demande de bénéfice d'antériorité dont l'inspection n'a pas connaissance. Suite à la visite, l'exploitant a communiqué le dossier « Bénéfice d'antériorité » daté du 12/10/2023 dans lequel il sollicite les modifications reportées dans le tableau suivant :

| N° de rubrique | Intitulé de l'activité    | N i v e a u d'activité                                   | Classement | Remarques exploitant                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------|---------------------------|----------------------------------------------------------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1510-2.b       | Entrepôts couverts        | 409 500 m <sup>3</sup> arrondis à 410 000 m <sup>3</sup> | E          | Erreur de volume lors de l'extension de 2018, l'entrepôt décrit dans le PàC d'INGEROP fait bien environ 39 000 m <sup>2</sup> pour une hauteur intérieure de 10,5 m permettant une hauteur libre sous plafond de 10 m indiquée à de nombreuses reprises dans le PàC |
| 1530-1         | Stockage papiers, cartons | 65 390 m <sup>3</sup>                                    | E          | Nous sollicitons aujourd'hui l'antériorité car cette rubrique apparaissait dans l'AP initial                                                                                                                                                                        |

|          |                                                                            |                       |    |                                                                                            |
|----------|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----|--------------------------------------------------------------------------------------------|
|          |                                                                            |                       |    | de 2005 mais avait été oubliée en 2014 après de la modification de la nomenclature en 2010 |
| 1532-2.a | Stockage de bois                                                           | 65 390 m <sup>3</sup> | E  | P a s de modification                                                                      |
| 2662-1   | Stockage de polymères                                                      | 56 330 m <sup>3</sup> | E  | P a s de modification                                                                      |
| 2663-1.a | Stockage de pneumatiques à l'état alvéolaire ou expansé                    | 56 330 m <sup>3</sup> | E  | P a s de modification                                                                      |
| 2663-2.a | Stockage de pneumatiques, autres                                           | 56 330 m <sup>3</sup> | E  | P a s de modification                                                                      |
| 2925-1   | Ateliers de charge d'accumulateur lorsque la charge produit de l'hydrogène | 300 kW                | D  | P a s de modification                                                                      |
| 2910-A   | Installations de combustion                                                | 0,9 MW                | NC | P a s de modification                                                                      |
| 4734-2   | Stockage de carburant                                                      | 0,5 t                 | NC | P a s de modification                                                                      |
| 1185-2.a | GES Fluorés                                                                | 299 kg                | NC | P a s de modification                                                                      |

En réponse à cette demande, l'inspection fait remarquer les éléments suivants :

- Concernant la rubrique 1510-2b : lors du PAC déposé en 2017, il était effectivement question de l'extension de l'entrepôt avec l'ajout des cellules 6 et 7. Le dossier déposé ne mentionnait en revanche pas de changement du volume d'entrepôt de 313 950 m<sup>3</sup>. Pour rappel, dans l'arrêté préfectoral abrogé du 31 mars 2008, il était déjà mentionné que la phase 2 incluant 1 cellule de 6000 m<sup>2</sup> et 1 cellule de 3000 m<sup>2</sup> supplémentaires aux 5 autres cellules de 6000 m<sup>2</sup> portaient le volume des entrepôts à 313 950 m<sup>3</sup>. Il est demandé à l'exploitant de justifier l'augmentation du volume de stockage passant de 313 950 m<sup>3</sup> initialement à 410 000 m<sup>3</sup>, alors que les entrepôts n'ont eux pas changé.
- Concernant la rubrique 1530, celle-ci n'est pas nécessaire compte tenu qu'il est précisé dans son intitulé «Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. » et qu'il n'y a pas de double classement 1530 avec la rubrique 1510,
- A l'instar du point précédent, le double classement des rubriques 1532, 2662 et 2663 ne peut avoir lieu avec la rubrique 1510.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de pouvoir déterminer la procédure à mettre en œuvre pour autoriser l'augmentation du volume de stockage, il est demandé à l'exploitant de justifier sous 1 mois du passage de 313 950 m<sup>3</sup> initialement à 410 000 m<sup>3</sup> alors que les dimensions des entrepôts n'ont pas été modifiées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiabiles combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas

échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

L'exploitant a communiqué l'état des stocks détaillé des différents locataires, à savoir :

- SUD DISTRIB (appartenant au même groupe que KIM SAS, et comprenant EUROMEDIS, AUBERT et SICATEC respectivement en cellules 4-5, 6 et 7 )
- TMT en cellules 1 et 3
- GREILSAMMER en cellule 2.

Les états des stocks sont transmis quotidiennement par mail par chacun des locataires à l'exploitant propriétaire des entrepôts KIM SAS (via SUD DISTRIB appartenant au même groupe). Ces données sont stockées sur un serveur accessible à distance.

Un inventaire est réalisé annuellement pour les sociétés du groupe SUD DISTRIB comprenant AUBERT, SICATEC et EUROMEDIS, les documents relatifs à ces opérations et datés des 11-12/12/2025 ont pu être consultés sur place lors de la visite d'inspection. L'exploitant a indiqué que les locataires (TMT et GREILSAMMER) procèdent à un inventaire tournant chaque année (la réalisation de ces inventaires chez les locataires n'a pas été vérifiée lors de l'inspection).

Les documents transmis correspondent manifestement à des documents d'exploitation avec des listings de référence pouvant atteindre jusqu'à 250 pages, desquelles l'extraction d'information sur la nature des produits stockés peut s'avérer compliquée. Les états des stocks ne permettent pas de répondre à la prescription, dont l'objectif est de définir les quantités de produits stockés par typologie et ce à destination des services de secours en cas d'incendie notamment.

À titre d'information, France Chimie a rédigé une circulaire (T661 révisée) donnant des recommandations pour établir l'état des stocks. Cette circulaire a été relue par le BRIEC et est consultable au lien suivant : <https://www.francechimie.fr/circulaire-t661-revisée-evolutions-reglementaires-etat-des-stocks-des-matieres-stockees>

Il est à noter que dans l'état des stocks et lors de la visite de la société TMT, il a été constaté du stockage de vin et d'articles de parfumerie. Pour ce qui concerne le vin, celui-ci n'est pas considéré comme un produit dangereux au regard de ce qui est mentionné à la Question I.3.7 du guide Entrepôt.

Pour ce qui concerne les articles de parfumerie, l'exploitant a communiqué les FDS (Fiches de Données Sécurité) des produits, rédigées en anglais et en espagnol. TMT n'étant pas des détenteurs des produits, et s'agissant de produits cosmétiques, la réglementation CLP n'est pas applicable à la société TMT. En revanche, la FDS mentionne bien qu'il s'agit de produits inflammables nécessitant donc d'être mentionnés de manière distincte dans l'état des Stocks. Par ailleurs, il est stipulé à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2018 que « les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagement spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection ».

or, lors de la visite, il n'a pas été constaté de conditions particulières de stockage pour un certain type de produits, les parfums étant manifestement stockés dans les mêmes conditions que les autres produits, ce qui constitue une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé sous 1 mois de fournir un nouvel EDS détaillé, celui-ci ne devant pas correspondre à l'inventaire des produits stockés mais bien à des quantités par typologie de produits (à l'instar de ce qui a été fait pour l'État des stocks public dans le cas présent, compte tenu de l'absence théorique de produits dangereux). Pour ce faire, il est rappelé le document rédigé par France Chimie permettant une aide à l'élaboration de ce document.

Par ailleurs il est demandé de préciser sous 1 mois quelles sont les mesures prises pour permettre le stockage des matières dangereuses dans la cellule de TMT. Enfin, en présence de matières dangereuses dans l'établissement, il est demandé de mettre à jour l'état des stocks conformément à la prescription.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Lors de la visite et dans l'état des stocks fourni par TMT, il a été constaté la présence de produits cosmétiques (parfums) présentant des risques liés à leur inflammabilité selon la FDS transmise. Ce sujet est développé au point 3.                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé la mise à jour sous 1 mois de l'EDS en mentionnant spécifiquement les produits dangereux tel que stipulé dans la prescription.<br>Il est également rappelé la nécessité de préciser les dispositions mises en place en lien avec le stockage de matières dangereuses telles que demandées à l'article 9.1 de l'APC du 20 avril 2018 (cf. point de contrôle n°3). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :<br>[,,,]<br>2.répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.     |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a communiqué des états des stocks, version publique, permettant de répondre aux besoins d'information de la population en cas de sinistre en termes de typologie de matériaux stockés par cellules.<br><br>Il est rappelé que compte tenu du stockage de produits dangereux, celui-ci doit être mis à jour pour que ces produits soient quantifiés de manière distincte des autres produits stockés. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé la mise à jour sous 1 mois de l'EDS à destination du public en faisant apparaître les quantités de stockages de produits dangereux le cas échéant.                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 6 : Conditions de stockage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li><li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li><li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li><li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li></ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été mis en évidence d'anomalie manifeste concernant les conditions de stockage.</p> <p>Il est toutefois rappelé comme vu au point n°3 que le stockage de produits dangereux doit être réalisé sous conditions définies à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2018.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.<br>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.<br><br>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.<br><br>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, il n'a pas été constaté de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 8 : Détection incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.b La détection incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.<br>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.<br>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.<br>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'un système de détection laser, avec report de télésurveillance externe assuré 24/24 par un prestataire. L'exploitant est prévenu par le prestataire de télésurveillance en cas d'alerte.</p> <p>Le rapport de vérification du SSI daté du 04/03/2026 communiqué par l'exploitant met en évidence un fonctionnement suffisant de l'installation. Une remarque précise cependant ce qui suit : « Pas d'accès sécurisé aux 4 FDL241 situés au dessus des bureaux. La mise en place de crinolines est indispensable pour accéder à ces derniers ».</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser sous 1 mois les démarches engagées afin de permettre l'accès des équipements inaccessibles à la société en charge du contrôle.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules</li> </ul> |

dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### Constats :

Les moyens de défense incendie sont à la charge de l'exploitant pour toutes les cellules (les locataires ne réalisent aucun contrôle en propre).

L'exploitant a communiqué les rapports relatifs à la vérification des moyens incendie :

- Rapport du 17/11/2025 relatif aux **poteaux incendie** : : RAS.
- Compte rendu de vérification périodique Q4 **Extincteurs** du 24/07/2025 met en évidence que « l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 »;
- Compte rendu de vérification périodique Q5 **RIA/PIA** du 15/09/2025 met en évidence que « cette installation a fait l'objet d'une déclaration de conformité N5 au référentiel APSAD R5 »;
- Rapport de vérification des **portes coupe-feu** du 18/11/2025 : la porte PCF 2 ne ferme pas et les portes coupe feu piétonnes 1, 3 et 4 présentent des remarques.
- Rapport semestriel de vérification du **sprinklage** : le rapport de vérification fait apparaître des anomalies relatives au système de sprinklage. L'exploitant a précisé que compte tenu que le local source est géré en copropriété avec le hangar voisin, les anomalies indiquées ne sont pas redevables au hangar exploité par KIM.

Par sondage il a été vérifié sur site que les moyens de défense incendie précités avaient effectivement été contrôlés.

Un exercice incendie a été réalisé en 2024 avec le SDIS et un exercice d'évacuation du site en 2025, les attestations figurant dans le PDI.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p>Il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous 1 mois, de justifier de la mise en œuvre d'un plan d'action visant à répondre aux non-conformités relatives aux portes coupe-feu,</li> <li>- sous 3 mois, la transmission d'un rapport de vérification du système de sprinklage indépendant du hangar voisin (concernant uniquement le système de sprinklage des entrepôts exploités par KIM) et permettant de s'assurer de la conformité de leur installation.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 10 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> </ul> |

- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de défense incendie. Le document présente notamment :

- les personnes à contacter,
- les schémas d'alerte en heures ouvrées et non-ouvrées,
- la procédure en cas de départ de feu,
- la procédure d'évacuation,
- l'organisation de l'évacuation,
- l'accueil des services d'incendie et de secours,
- la justification des compétences du personnel,
- les plans relatifs aux moyens de défense contre l'incendie, à l'évacuation, des réseaux,
- les plans de stockages,
- les références pour l'accès à l'état des stocks.

**Type de suites proposées :** Sans suite